

**MAIRIE LES DEUX ALPES**  
**48 avenue de la Muzelle**  
**38860 - LES DEUX ALPES**

**DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 29 août 2019**

**N° 2019.126**

**L'an deux mille dix-neuf, le 29 août 2019 à 18h,**

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 23 août 2019, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

**Présents :** M. Stéphane SAUVEBOIS, Maire, M. Pierre BALME, maire délégué, Agnès ARGENTIER, Jean-Noël CHALVIN, adjoints, BALME Michel, BARBIER Guylaine, BISI Jean-Luc, CHOPARD Laurence, DEBOUT Stéphanie, DEVAUX Jean-Pierre, FAURE Estelle, FOURNIER Jean-Luc, GIRAUD Laurent, GONON Catherine, GUIGNARD Thierry, LESCURE Hervé, LESCURE Magali, MARTIN Jocelyne, MOREAU Françoise, ROY Sylvie, conseillers municipaux.

**Absents :** Maurice ARLOT, BOURGEAT Delphine, CASSEGRAIN Nicolas, CHARREL Romain, DURDAN Emmanuel, POIROT Fabien.

**Pouvoirs :** Florence BEL donne pouvoir à Jean-Luc FOURNIER  
Maryvonne DODE donne pouvoir à Jean-Pierre DEVAUX

**Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :**

Mmes Jocelyne MARTIN et Françoise MOREAU ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignées pour remplir ces fonctions qu'elles ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

**DOMAINE : FINANCES LOCALES – 7.10.2 - Autres**

**OBJET : sinistre RC - dédommagement**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2121-29,

Monsieur le maire informe l'assemblée que par un courriel du 23 novembre 2018, Madame Caroline TREBILLON a signalé à la collectivité avoir constaté des coulures sur le capot, le parebrise et le parechoc de sa voiture provenant d'une fissure dans le plafond après que son véhicule ait stationné dans les parkings du Lautaret 1 au village du Clos des Fonds.

Le sinistre a fait l'objet d'une déclaration d'assurance mais comme le montant des réparations est inférieur à la franchise contractuelle, la garantie du contrat RC de la commune ne s'appliquera pas.

Par ailleurs, compte tenu de la responsabilité de la commune, la MAAF, assureur de la victime, dépose une réclamation pour un montant de 151.20 €.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'APPROUVER** le règlement des réparations estimées à 151.20 € à la MAAF.

Fait et délibéré en séance, les jour et mois que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,  
Le maire, Stéphane SAUVEBOIS